**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de l'ASSEMBLÉE**

4ÈME REUNION DE 2018

Séance du 17 octobre 2018

CD20181017_25
id. 4235

L'an deux mille dix huit, le 17 octobre, les membres du Conseil départemental légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Christian ASTRUC, Président du Conseil départemental.

Présents :

M. ALBUGUES, M. ASTRUC, Mme BAREGES, Mme BAULU, M. BEQ, M. BERTELLI, M. BESIERS, Mme BOURDONCLE, Mme CABOS, Mme COLOMBIE, Mme DEBIAIS, M. DEPRINCE, M. DESCAZEAUX, Mme FERRERO, M. GONZALEZ, M. HEBRARD, Mme JALAISE, Mme LE CORRE, M. MARDEGAN, Mme MAURIEGE, Mme MORVAN, Mme NEGRE, Mme RIOLS, M. ROGER, Mme SARDEING-RODRIGUEZ, Mme TURELLA-BAYOL, M. VIGUIE, M. WEILL

Absent(s) représenté(s) :

M. BAYLET (pouvoir à Mme LE CORRE), M. HENRYOT (pouvoir à Mme BAULU)

Nombre de membres du Conseil Départemental : 30

Quorum :16

Le quorum légal étant atteint, l'Assemblée départementale peut valablement délibérer.

**PERSONNEL DÉPARTEMENTAL
SUPPRESSION ET CRÉATION DE POSTES / RECRUTEMENT DE
CONTRACTUELS**

Création et suppression de postes :

Par délibération du 27 juin 2018, le principe de la transformation de quatre emplois d'adjoints techniques en quatre emplois d'agents de maîtrise a été acté.

La réglementation examinée en lien avec les services préfectoraux exige le suivi d'un formalisme que l'Assemblée départementale est appelée à valider.

Ainsi, conformément aux dispositions réglementaires, la modification d'un emploi est assimilée à la suppression de l'emploi existant et à la création d'un nouvel emploi. L'emploi ne peut être supprimé qu'après avis du comité technique, sur la base d'un rapport présenté par la collectivité.

L'avis préalable du comité technique étant requis, sa saisine a été opérée. Le comité a rendu son avis le 2 octobre 2018.

A ce titre, Monsieur le Président propose de finaliser la procédure, et de se prononcer sur la suppression de quatre emplois d'adjoints techniques, ainsi que sur la création de quatre emplois d'agents de maîtrise.

Recrutements de contractuels :

Par délibération du 27 juin 2018, l'Assemblée départementale a autorisé le recrutement de deux médecins contractuels à temps non complet à 10% pour l'un, et à 60% pour l'autre, par le biais du 2° de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 pour tenir compte des besoins du service, en raison de la pénurie de ces professionnels par la voie statutaire.

Dans cette hypothèse où l'emploi ne peut être pourvu par un fonctionnaire, le recours à des non titulaires est autorisé pour les emplois de catégorie A lorsque les besoins du service ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Le principe du recrutement de médecins contractuels ayant été acté, il appartient à l'Assemblée départementale d'en définir les conditions et ainsi de se prononcer sur le niveau de recrutement et le niveau de rémunération.

Les agents non titulaires devront justifier d'un diplôme exigé pour l'exercice de la profession de médecin.

Leur rémunération sera fixée en référence à la grille salariale des médecins territoriaux en fonction de leur expérience dans la profession, à savoir entre l'indice brut de début 533 et l'indice terminal de l'échelon spécial (HEB bis 3).

*
* *

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu l'avis de la commission affaires générales, personnel,

Vu l'avis de la commission des finances,

Vu la délibération du 27 juin 2018 relative à la transformation de postes et le recrutement de contractuels,

Vu l'avis du comité technique du 2 octobre 2018,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

▪ *Au titre de la création et suppression de postes :*

- Se prononce favorablement sur la suppression de quatre emplois d'adjoints techniques ;
- Décide la création de quatre emplois d'agents de maîtrise aux lieu et place de la transformation de quatre emplois d'adjoints techniques en quatre emplois d'agents de maîtrise,
- Précise que le tableau des effectifs sera modifié en conséquence.

▪ *Au titre du recrutement de contractuels :*

- Confirme le recrutement sous contrat d'une durée de 3 ans de deux médecins sur le fondement de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 en référence à la grille salariale des médecins territoriaux aux conditions ci-après :
 - les candidats retenus devront être titulaires d'un diplôme exigé pour l'exercice de la profession de médecin ;

- leur rémunération sera fixée en fonction du niveau de leur expérience dans leur profession, à savoir entre l'indice brut de début 533 et l'indice terminal de l'échelon spécial (HEB bis 3), augmentée du régime indemnitaire.

Adopté à l'unanimité.

Le Président du Conseil Départemental,

Christian ASTRUC